



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture

Février 2017

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
Café	1
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	2
IV. FINANCES PUBLIQUES	2
Recettes	2
Dépenses.....	3
Dettes publiques	3
-Dette intérieure	3
Dette extérieure.....	3
V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES	3
Base monétaire	4
Masse monétaire	4
Contreparties	4
VI. COMMERCE EXTERIEUR	5
Exportations.....	5
Importations	5
VII.TAUX DE CHANGE	5
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE A FIN FEVRIER 2017	6
Emplois.....	6
Ressources	6
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE	6
Rentabilité.....	7
Liquidité	7
ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	8
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en millions de BIF)	9
ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS	10

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution, à fin février 2017, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur, du taux de change, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité financière du secteur bancaire.

En glissement annuel, le secteur réel a été marqué par une diminution de la production du thé et une augmentation de la production industrielle, les finances publiques ont connu un allègement du déficit global (hors dons). Le secteur monétaire a été caractérisé par l'accroissement de la base monétaire et de la masse monétaire.

Le déficit de la balance commerciale s'est approfondi par rapport à celui de la même période de 2016, en liaison avec l'augmentation des importations et la diminution des exportations. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au dollar américain.

Le total bilan du secteur bancaire a augmenté, les dépôts ont progressé tandis que les crédits à l'économie ont baissé. Ce secteur est resté solide et a respecté les normes réglementaires et prudentielles. Bien que le portefeuille crédit se soit davantage détérioré, le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé et rentable. Toutefois, le taux de rendement des fonds propres (ROE) a légèrement baissé alors que celui des actifs n'a pas varié.

II. PRODUCTION

Comparé au mois précédent, le secteur réel a enregistré un accroissement de la production du thé et une baisse de la production industrielle. En glissement annuel, la production industrielle s'est accrue tandis que la récolte du thé a diminué.

Indice de la production industrielle

Au cours du mois de février 2017, l'indice de la production industrielle a reculé de 4,1% par rapport à celui du mois précédent, revenant de 102,2 à 98,0. La production industrielle a diminué en raison principalement de la baisse de la production de boissons de BRARUDI (-13,3%), de peinture (-6,2%) et de savons (-12,8%).

Par contre, en glissement annuel, l'indice s'est accru de 0,2%, passant de 97,8 à 98,0, suite essentiellement à l'augmentation de la production de boisson de la BRARUDI (+17,4%) qui a été contrebalancée par la baisse de la production de cigarettes (-22,8%).

Café

La production de la campagne 2016/2017 a baissé par rapport à celle de la campagne précédente. En effet, les apports de café Arabica en parche se sont établis à 17.906 tonnes à fin février 2017 contre 22.009 tonnes à la même période de la campagne précédente, soit une baisse de 18,6% (-4.103 tonnes).

Thé

La production de thé en feuilles vertes du mois de février 2017 s'est élevée à 4.650 contre 4.457 tonnes le mois précédent, soit une hausse de 4,3%. Toutefois, en glissement annuel, la production de deux premiers mois de l'année a baissé de 28,5% par rapport à la même période de l'année précédente, revenant de 12.730 à 9.106 tonnes.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

A fin février 2017, l'indice des prix à la consommation s'est établi à 114,9 contre 95,4 du même mois de l'exercice précédent, soit une inflation de 20,5% qui a été tirée principalement par la flambée des prix des produits alimentaires (33,9%) et, dans une moindre mesure, par l'inflation non alimentaire (7,2%).

L'inflation alimentaire est due particulièrement à celle des sous divisions «Légumes» (48,2%), «Pains et céréales» (35,7%), «Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie» (+29,6%), «Fruits» (+22,7%), «Lait, fromage et œufs» (+15,8%), et «Produits alimentaires non définis ailleurs» (14,2%).

Indice des prix à la consommation (base décembre 2013 : 100)

	févr-16	févr-17	inflation
1. Alimentation	93,4	125,0	33,9
- Pains et céréales	96,3	130,6	35,7
- Viande	96,5	105,2	9,0
- Poisson	93,4	99,9	6,9
- lait, fromage et œufs	90,4	104,7	15,8
- Huiles et graisses	101,9	104,4	2,4
- Fruits	96,4	118,3	22,7
- Légumes	89,6	132,7	48,2
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	91,7	118,9	29,6
- Produits alimentaires non définies ailleurs	92,6	105,8	14,2
2. Hors alimentation	97,0	104,0	7,2
- Boissons alcoolisées et Tabac	94,8	107,5	13,4
- Articles d'habillement et articles chaussants	92,7	106,2	14,5
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	98,2	103,8	5,7
- Meubles, articles de ménage, et entretien courant du foyer	92,9	105,4	13,4
- Santé	96,8	101,1	4,4
- Transport	97,7	102,2	4,6
- Communications	99,8	100,6	0,8
- Loisirs et culture	98,8	103,8	5,1
- Enseignement	99,5	101,6	2,0
- Restaurants et hôtels	98,6	105,3	6,9
- Biens et services divers	96,0	103,2	7,5
Indice général	95,4	114,9	20,5

Source : ISTEERBU

L'inflation hors alimentation a essentiellement résulté de la hausse des prix des sous-divisions «Articles d'habillement et articles chaussants» (+14,5%), «Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison» (+13,4%), «Boissons alcoolisées et tabac» (+13,4%), «Biens et services divers» (+7,5%) ainsi que «Restaurants et hôtels» (+6,9 %).

IV. FINANCES PUBLIQUES

A fin février 2017, le déficit global (hors dons) des finances publiques s'est allégé par rapport à celui de la période correspondante de 2016 sous l'effet de la progression des recettes.

Recettes

Les recettes publiques du mois de février 2017 se sont établies à 51.656,9 contre 53.627,7 MBIF le mois précédent, soit un recul de 3,7% (-1.070,8 MBIF). Cette baisse est en liaison avec la diminution des recettes fiscales (-1.364,3 MBIF) et des recettes non fiscales (-606,5 MBIF).

En glissement annuel, les recettes cumulées ont plutôt progressé de 15,5% (+ 14.093,5 MBIF), passant de 91.191,1 à 105.284,6 MBIF. Cette hausse a concerné les recettes fiscales (+15.138,4 MBIF), les recettes non fiscales ayant plutôt diminué de 1.044,9 MBIF.

Dépenses

Les dépenses engagées à fin février 2017 ont atteint 134.937,0 contre 127.344,5 MBIF à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 6,0%.

Les dépenses du personnel, qui représentaient 48,8% des dépenses totales, se sont établies à 65.893,3 contre 55.800,0 MBIF à la fin de la même période de 2016, soit une augmentation de 18%.

Dettes publiques

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette publique s'est accru de 2,2 % en liaison avec l'augmentation de la dette intérieure (+3,1 %) et de la dette extérieure (+0,5%).

De même, en glissement annuel, l'encours de la dette publique s'est accru de 18,2%, s'établissant à 2.107,2 Mds de BIF à fin février 2017 contre 1.782,2 Mds de BIF à la même période de l'année précédente en liaison avec l'augmentation de la dette intérieure (+27,0%) et de la dette extérieure (+4,7%).

-Dettes intérieures

D'un mois à l'autre, le stock de la dette intérieure a augmenté de 41.731,7 MBIF, passant de 1.332,7 à 1.374,5 Mds de BIF, suite à l'augmentation de l'endettement de l'Etat envers les secteurs bancaire

(+40.281,7MBIF) et non bancaire (+1.450,0 MBIF).

De même, en glissement annuel, l'encours de la dette intérieure s'est accru de 292.330,8 MBIF, passant de 1.082,1 à 1.374,5 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation des engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (+94.018,5 MBIF), les banques commerciales (+169.744,9 MBIF) et le secteur non bancaire (+30.898,6 MBIF).

Dettes extérieures

Comparé au mois précédent, le stock de la dette publique extérieure s'est accru de 3.521,5 MBIF, passant de 729.207,7 à 732.739,3 MBIF, suite aux nouveaux tirages (2.293,1 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (2.525,8 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement (1.297,4 MBIF).

En glissement annuel, l'encours de la dette publique extérieure a augmenté de 32.695,2 MBIF, passant de 700.034,1 à 732.729,3 MBIF. Cet accroissement est en rapport avec les nouveaux tirages (24.976,1 MBIF) et les plus-values de réévaluation (16.750,8 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement de la dette (9.032,3 MBIF).

Exprimée en dollar américain, la dette extérieure s'est accrue de 9,7 MUSD, passant de 421,6 à 431,4 MUSD.

V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues, suite à la progression des avoirs intérieurs nets qui a contrebalancé la diminution des avoirs extérieurs nets.

Base monétaire

Par rapport à fin février 2016, la base monétaire s'est accrue de 39,3% (+103.118 MBIF), passant de 333.847,9 à 437.118,0 MBIF. Cette hausse a porté sur les dépôts des banques commerciales et les billets et pièces en circulation (+30.327,9 MBIF) qui se sont accrus de 82.585,5 et 30.327,9 MBIF respectivement, les dépôts divers ayant plutôt diminué de 9.553,3 MBIF.

Masse monétaire

La masse monétaire M3 s'est accrue de 9,5% (+100.230,4 MBIF), passant de 1.059,1 à 1.159,4 Mds de BIF de fin février 2016 à fin février 2017. Cette augmentation a été tirée par l'agrégat monétaire M2 qui a progressé de 15,2% (+140.158,2 MBIF), les dépôts en devises des résidents ayant, par contre, baissé de 29,1% (-39.927,8 MBIF).

La hausse de M2 a porté principalement sur les dépôts à vue et la circulation fiduciaire hors banques qui ont augmenté de 114.724,5 et 25.129,7 MBIF, respectivement.

L'augmentation des dépôts à vue en BIF a concerné les avoirs des autres sociétés non financières (+86.941,7 MBIF), des ménages (+31.720,9 MBIF) et des administrations locales (+255,4 MBIF) tandis que les dépôts à vue des sociétés non financières publiques (-1.275,5 MBIF), des établissements financiers (-1.735 MBIF) et les avoirs à vue classés dans les « autres comptes » (-1.182,2 MBIF) ont diminué.

Les dépôts à terme et d'épargne ont légèrement augmenté (+303,2 MBIF) en

liaison avec la hausse des placements des autres sociétés non financières (+12.436,4 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des dépôts des sociétés non financières publiques (-4.533,4 MBIF), des « autres comptes » (-9.613,6 MBIF), des administrations locales (-33,3 MBIF) et des établissements financiers (-9,2 MBIF).

La diminution des dépôts en devises des résidents a porté sur les avoirs des autres sociétés non financières (-11.086,1 MBIF), des sociétés non financières publiques (-5.834,4 MBIF), des ménages (-4.635,1 MBIF) et sur les dépôts regroupés dans les « autres comptes » (-18.373,8 MBIF).

Contreparties

En glissement annuel, le crédit intérieur s'est accru de 8,4% (+123.244,6 MBIF), passant de 1.466,0 à 1.589,3 Mds de BIF, en raison de l'augmentation de 23% des créances nettes sur l'Etat (+168.990,1 MBIF), les créances sur l'économie ayant diminué de 6,2% (-45.745,5 MBIF).

Par rapport à fin février 2016, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 8.209,8 MBIF, revenant de -132.788,7 à -140.989,5 MBIF, en liaison avec le gel des appuis extérieurs par certains bailleurs de fonds et les ventes de la Banque Centrale sur le marché interbancaire de devises.

En revanche, les réserves de change officielles exprimées en dollar américain ont augmenté (+6,3%), se fixant à 114,4 MUSD à fin février 2017 contre 107,6 MUSD à la même période de 2016, soit une couverture de 1,7 mois

d'importations de biens et services contre 1,6 mois à fin février 2016.

VI. COMMERCE EXTERIEUR

Le déficit de la balance commerciale s'est élargi de 36,5% à fin février 2017, s'établissant à 161.894,2 contre 118.591,9 MBIF enregistré à la même période de 2016. Ce creusement du déficit extérieur est lié, à la fois, de l'augmentation de la valeur des importations (+21,4%) et de la diminution des exportations (-30,5%).

Exportations

La valeur des exportations cumulées à fin février 2017 a reculé, revenant de 34.670,3 à 24.112,7 MBIF, en liaison avec le recul des exportations des produits primaires (-39,2%) et des exportations des produits manufacturés (-11,9%).

Les produits qui ont contribué à cette baisse sont essentiellement le café marchand (4.689,0 contre 14.023,9 MBIF) pour les exportations primaires ainsi que les savons (343,7 contre 2.076,3 MBIF) et les autres produits (1.872,9 contre 3.749,7 MBIF) pour les exportations des produits manufacturés.

Le volume des exportations a également reculé, revenant de 16.086 à 11.959 tonnes, en liaison avec la diminution à la fois des exportations des produits primaires (-36,7%) et des produits manufacturés (-15,3%).

Importations

Les importations cumulées à fin février 2017 se sont accrues de 21,4% par rapport à la même période de 2016, passant de 153.262,2 à 186.006,9 MBIF suite à l'augmentation de toutes les catégories de biens importés. Les biens de

productions ont enregistré une hausse de 9.608,8 MBIF (77.458,2 contre 67.849,4 MBIF) qui a été tirée essentiellement par la hausse des importations des huiles minérales (+7.819,1 MBIF). Les biens d'équipements ont progressé de 19.105,6 MBIF, s'établissant à 46.822,1 MBIF. Cette hausse a principalement concerné les tracteurs, véhicules et engins de transport (+12.711,4 MBIF) et les chaudières et engins mécaniques (+2.688,8 MBIF). L'importation des biens de consommation s'est également accrue (+4.030,3 MBIF), passant de 57.696,4 à 61.726,7 MBIF, suite notamment à la hausse des importations des textiles (+3.846,6 MBIF) et des biens alimentaires (+3.061,8 MBIF), partiellement contrebalancée par la baisse de l'importation des produits pharmaceutiques (-3.784,2 MBIF) et des véhicules (-1.148,2 MBIF).

Par contre, en volume, les importations ont baissé de 5.324 tonnes, revenant de 112.932 à 107.608 tonnes, en liaison avec la diminution des biens de production (-10.061,9 tonnes).

VII. TAUX DE CHANGE

Au mois de février 2017, le taux de change moyen du BIF/USD s'est déprécié de 4,27%, s'établissant à 1.698,7 contre 1.629,1 à la même période de l'année précédente. Par rapport au mois précédent, le taux de change moyen du BIF/USD s'est déprécié de 0,39%, s'établissant à 1.698,7 à fin février 2017 contre 1.692,0 à la même période de 2016. A fin de période, le taux de change du BIF/USD s'est déprécié de 4,28%, se

fixant à 1.701,6 à fin février 2017 contre 1.631,8 à fin février 2016.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE A FIN FEVRIER 2017

A fin février 2017, le total bilan du secteur bancaire s'est accru, le volume des dépôts a augmenté tandis que le volume du crédit à l'économie a diminué. Toutefois, le crédit au secteur gouvernemental à travers les titres du Trésor a augmenté.

Emplois

En glissement annuel, le total actif du secteur bancaire a augmenté de 10,1%, passant de 1.666,1 à 1.834,9 Mds de BIF à fin février 2017. Cet accroissement a concerné essentiellement les titres du Trésor qui représentent 26,2% du total actif.

Comparé à la même période de 2016, l'encours crédit à l'économie a baissé de 10,2%, revenant de 803.728,9 à 721.427,3 MBIF. Par contre, l'encours des titres du Trésor a augmenté de 82,7%, passant de 282.907,6 à 481.627,9 MBIF.

Comparé à la même période de l'année précédente, la part des titres du Trésor dans le total actif du secteur bancaire a augmenté, passant de 15,2% à 26,2% à fin février 2017. Par contre, la part des crédits au secteur privé dans le total actif a baissé, revenant de 48,2% à 39,3%.

Ressources

Les dépôts collectés ont augmenté de 4,6% par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 997.695,1 à 1.043.814,5 MBIF à fin février 2017. Toutefois, certaines banques ont continué à recourir aux refinancements de la Banque Centrale dont l'encours est passé

de 37.623,1 à 95.156,1 MBIF de février 2016 à fin février 2017.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

Au cours du mois de février 2017, le secteur bancaire est resté solide et toutes les normes prudentielles ont été respectées. Bien que le portefeuille crédit s'est davantage détérioré, le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé et rentable.

Adéquation du capital

A fin février 2017, le secteur bancaire est capitalisé et dispose des coussins des fonds propres suffisants pour absorber les risques inhérents. Le ratio de solvabilité global et le ratio de solvabilité de base sont demeurés largement au-dessus des exigences réglementaires qui prennent en compte le volant de conservation des fonds propres de 12,5 et 14,5% respectivement.

Les deux ratios se sont améliorés, passant de 19,7 à 20,7% et de 23,0 à 24,1% respectivement de fin février 2016 à fin février 2017. De même, le ratio de levier s'est amélioré, s'établissant à 13,9% alors que la limite minimale de 7%.

Qualité du portefeuille crédit

Par rapport à fin février 2016, la qualité du portefeuille crédit du secteur bancaire s'est améliorée; le taux de détérioration des crédits est passé de 17,7% à 14,6% à fin février 2017. Au cours de la même période, les créances impayées ont diminué de 25,0%, passant de 185.015,5 à 138.819,1 MBIF à fin février 2017.

Le taux de détérioration des crédits dans le secteur « hôtellerie et tourisme »

s'est établi à 31,8%. Les secteurs « agriculture » et « commerce » ont connu des taux de détérioration de 19,5% et 13,5% respectivement. De même, les crédits accordés pour les secteurs « construction » et « industrie » se sont détériorés de 13,0% et 17,9% respectivement.

Suite à cette détérioration de la qualité du portefeuille crédits, le secteur bancaire s'est montré plus prudent et a constitué de provisions pour se prémunir contre ce risque. Le taux de provisionnement s'est établi à 79,1% à fin février 2017 contre 79,3% à fin février 2016.

Le risque de concentration envers les grands débiteurs est minime. Les crédits accordés aux grands risques représentent 17,1% du total crédit à fin février 2017. En revanche, le secteur bancaire fait face au risque de concentration envers le secteur « commerce » qui représente 29,2% de l'ensemble des crédits à l'économie.

Rentabilité

Comparé à la même période de l'année précédente, la rentabilité du secteur bancaire s'est davantage dégradée. En effet, le résultat net a diminué de 50,3%, revenant de 6.660,3 à 3.310,8 MBIF à fin février 2017.

Le taux de rendement des actifs (ROA) s'est maintenu à 0,27% tandis que le taux de rendement des fonds propres (ROE) a légèrement baissé, revenant de 3,72% à 2,3% de février 2016 à février 2017.

Liquidité

Les coefficients de liquidité en BIF et en devises se sont établis au-dessus des normes réglementaires de 20% (actifs liquides sur total dépôts) avec des moyennes respectives de 53,8% et 126,5%.

Toutefois, le secteur bancaire fait face au risque de concentration des dépôts qui est relativement élevé, la part dépôts des dix gros déposants représente 30,7% du total des dépôts à fin février 2017.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2 016				2 017	
	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	174,9	157,6	141,3	106,7	102,2	99,6
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	17 888,6	17 906,0	17 906	22 009,0	17 906,0	17 906,0
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	40 538,0	42 115,0	46.137	50 578	4 457,0	4 650,0
4. Indice des prix à la consommation (déc.2013 = 100)	116,3	115,7	117,8	111,1	124,6	114,9
5. Taux d'inflation(en p.c)	7,0	6,0	7,1	7,1	12,9	20,5
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	475 897,4	523 147,2	578 824,8	638 058,1	53 627,7	51 656,9
1.1. Recettes fiscales (cumul)	434 663,1	479 409,8	528 612,9	584 607,6	50 422,6	49 058,3
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	41 113,1	43 615,8	50 090,2	53 328,2	3 205,2	2 598,6
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	121,2	121,7	121,7	3 761,8	0,0	0,0
2. Dépenses cumulées	740 442,5	830 218,0	926 130,1	998 567,1	65 713,6	134 937,0
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	269 066,1	302 788,1	338 128,1	322 820,1	32 946,7	65 893,3
3. Dette publique (en MBIF)	1 960 684,0	1 974 529,8	2 016 781,5	1 735 162,2	2 061 941,5	2 107 194,7
3.1. Encours dette intérieure	1 217 642,9	1 245 775,2	1 289 858	1 056 342,4	1 332 733,7	1 374 465,4
dont bons et obligations du Trésor	527 286,3	536 420,8	551 790,1	357 465,8	583 970,9	613 931,0
avance ordinaire BRB	18 972,7	37 280,9	69 788,2	273 246,0	91 642,3	107 598,6
3.2. Encours dette extérieure	743 041,1	728 754,6	726 924,0	678 819,8	729 207,7	732 729,3
3.3. Encours dette extérieure (en dollars américains)	444,9	435,1	432,6	420,6	431,0	431,4
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	2 573,0	2 946,2	118	0,0	2 164,4	1 765,2
dont amortissements	949,6	1 825,3	0,0	0,0	1 273,0	1 297,4
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	81,9	0,0	112,4	2 265,2	621,8	2 293,1
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	389 700,6	377 511,2	402 066	324 508,2	460 020,4	437 118,0
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 075 431,9 (p)	1 077 350,4 (p)	1 101 539,0 (p)	1 129 690,2 (p)	1 134 616,4 (p)	1 159 351,0
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	967 392,9 (p)	973 877,2 (p)	999 194,3 (p)	1 034 732,2 (p)	1 039 393,9 (p)	1 062 139,3
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 585 721,3 (p)	1 600 702,4 (p)	1 624 799,3 (p)	1 643 372,6 (p)	1 617 965,9 (p)	1 589 284,0
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	830 811,7 (p)	849 562,5 (p)	882 300,4 (p)	910 311,1 (p)	893 042,9 (p)	905 238,6
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-192 445,8	-196 347,3	-181 017,5	-176 523,1	-161 693,1	-140 998,5
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	118 705,0	101 274,0	101 050,0	19 800,0	106 100,0	95 000,0
	0,0	0,0	-	-	0,0	0,0
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en p.c)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	5,14	4,72	4,50	8,53	4,70	5,0
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	7,10	6,89	6,59	11,45	5,67	5,6
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	9,42	8,75	7,97	11,29	7,72	7,6
7.4. Reprise de liquidité	0,00	0,00	-	-	0,00	0,0
7.5. Apport de liquidité	3,08	2,86	2,54	3,40	2,39	3,7
7.6. Facilité de prêt marginal	7,89	7,46	6,95	9,82	7,91	8,5
7.7. Marché interbancaire	3,50	3,50	3,85	5,00	3,12	5,1
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	7,34	7,39	7,49	8,70	7,09	6,8
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,47	16,58	16,78	16,85	16,78	16,3
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	131 732,4	147 657,7	162 496,3	188 738,0	12 525,2	24 112,7
dont Café Arabica	46 366,7	54 993,9	65 815,7	74 825,1	3 785,2	4 689,0
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	64 319,0	70 950	77 996,0	85 499,0	6 573,0	11 959,1
1.2. Prix moyen des contrats de vente						
de café Arabica fob DSL - US cts/lb	124,5	139,9	124	nd	nd	37,8
- BIF/Kg	4 803,7	4 677,7	4 532,0	nd	nd	1 352,2
1.3. Encaissements café (en MBIF)	45 187,6	50 824,9	56 704,7	61 127,2	5 452,0	8 068,6
2. Importations (cumul en MBIF)	928 799,5	1 020 080,2	1 116 865,3	1 019 595,6	93 229,1	186 006,9
dont produits pétroliers	238 191,5	267 252,7	296 719,1	173 055,0	20 569,4	31 705,3
2.1. Volume des importations (cumul en T)	540 692	596 085	646 280	708 203	59 913	107 608,0
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF (Déc2013 = 100)						
3.1.1. Nominal	109,0	123,1	125,1	127,5	nd	nd
3.1.2. Réel	118,5	118,5	122,5	128,8	nd	nd
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 672,6	1 677,2	1 682,9	1 688,6	1 695,3	1 701,6
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 670,0	1 675,1	1 680	1 686,0	1 692,0	1 698,7
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en millions de BIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	29/02/2016	28/02/2017	Variation en %	29/02/2016	28/02/2017	Variation en %	29/02/2016	28/02/2017	Variation en %
Rubriques									
I. EMPLOIS	1 540 131,2	1 694 810,4	10,0	125 966,2	140 094,1	11,2	1 666 097,4	1 834 904,5	10,1
PRINCIPAUX EMPLOIS	1 228 195,1	1 359 745,9	10,7	94 147,5	104 924,3	11,4	1 322 342,6	1 464 670,2	10,8
A. Actifs Liquidites	512 896,8	739 414,8	44,2	5 716,9	3 828,1	(33,0)	518 613,7	743 242,9	43,3
. Caisse	46 975,2	49 885,8	6,2	12,3	9,4	-23,6	46 987,5	49 895,2	6,2
. B.R.B.	85 086,8	160 827,7	89,0	2 066,4	1 134,7	-45,1	87 153,2	161 962,4	85,8
. Banques & Etablissements Financiers	97 927,2	47 073,4	-51,9	3 638,2	2 684,0	-26,2	101 565,4	49 757,4	-51,0
. Endettement direct de l'Etat	282 907,6	481 627,9	70,2	-	-	-	282 907,6	481 627,9	70,2
<i>Bons, Obligations du Trésor</i>	253 004,2	462 219,0	82,7	-	-	-	253 004,2	462 219,0	82,7
<i>Autres crédits à l'Etat</i>	29 903,4	19 408,9	-35,1	-	-	-	29 903,4	19 408,9	-35,1
B. Crédits	715 298,3	620 331,1	-13,3	88 430,6	101 096,2	14,3	803 728,9	721 427,3	-10,2
. Court terme	468 925,5	381 361,3	-18,7	7 047,4	18 403,4	161,1	475 972,9	399 764,7	16,0
. Moyen terme	168 713,4	149 070,2	-11,6	39 017,8	41 764,3	7,0	207 731,2	190 834,5	8,1
. Long terme	77 659,4	89 899,6	15,8	42 365,4	40 928,5	-3,4	120 024,8	130 828,1	9,0
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C. Autres	311 936,1	335 064,5	7,4	31 818,7	35 169,8	10,5	343 754,8	370 234,3	7,7
II. RESSOURCES	1 540 131,2	1 694 810,4	10,0	125 966,2	140 094,1	11,2	1 666 097,4	1 834 904,5	10,1
Principales ressources	1 124 675,7	1 221 691,6	8,6	49 522,2	53 771,7	8,6	1 174 197,9	1 275 463,3	8,6
. Clientèle	952 351,4	994 550,6	4,4	45 343,7	49 263,9	8,6	997 695,1	1 043 814,5	4,6
<i>dont: dix grands dépôts</i>	238 126,2	312 776,2	31,3	8 775,6	7 535,6	-14,1	246 901,8	320 311,8	29,7
. Refinancement auprès B.R.B.	37 623,1	95 156,1	152,9	-	-	-	37 623,1	95 156,1	152,9
. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques & Etablissements Financiers	134 701,2	131 984,9	-2,0	4 178,5	4 507,8	7,9	138 879,7	136 492,7	-1,7
<i>dont: Résidents</i>	110 657,1	64 021,2	-42,1	4 178,5	4 507,8	7,9	114 835,6	68 529,0	(40,3)
Autres	415 455,5	473 118,8	13,9	76 444,0	86 322,4	12,9	491 899,5	559 441,2	13,7
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	195 382,7	189 348,2	-3,1	22 799,1	25 169,1	10,4	218 181,8	214 517,3	-1,7
. Fonds propres (en MBIF)	220 893,6	214 136,6	-3,1	34 372,9	35 715,1	3,9	255 266,5	249 851,7	-2,1
. Risques pondérés	1 003 163,8	917 175,0	-8,6	105 468,3	118 441,8	12,3	1 108 632,1	1 035 616,8	-6,6
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	19,4	20,6	6,2	23,4	21,3	-9,4	19,7	20,7	5,1
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	21,6	23,3	7,4	34,2	30,2	-11,7	23,0	24,1	4,8
. Ratio de levier (norme 7%)	14,0	12,3	-12,9	21,9	19,6	-10,5	14,6	13,9	-4,8
Qualité et concentration des crédits									
Grands risques	147 248,6	115 746,5	-21,4	6 310,2	7 461,7	18,2	153 558,8	123 208,2	-19,8
Créances à surveiller	12 112,5	20 988,1	73,3	31 025,4	12 319,4	-60,3	43 137,9	33 307,5	-22,8
Créances Non performantes	130 795,3	88 697,2	-32,2	11 082,3	16 814,5	51,7	141 877,6	105 511,7	-25,6
Impayés	142 907,8	109 685,2	-23,2	42 107,7	29 133,9	-30,8	185 015,5	138 819,1	-25,0
Provisions constituées	105 307,4	75 142,0	-28,6	7 222,4	8 288,4	14,8	112 529,8	83 430,4	-25,9
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	46,4	36,6	-21,1	70,2	72,2	2,9	48,2	39,3	-18,9
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	18,4	28,4	55,4	-	-	-	18,4	28,4	55,4
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	144,8	254,4	75,6	-	-	-	144,8	254,4	75,6
Taux des prêts non performants	18,3	14,3	-21,9	12,5	16,6	35,2	17,7	14,6	-16,4
Taux d'impayés	20,0	17,7	-11,0	47,6	28,8	-39,7	23,0	19,2	-15,7
Taux de provisionnement (en %)	80,5	84,7	5,2	65,2	49,3	-24,6	79,3	79,1	-0,2
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	20,6	18,7	-9,2	7,1	7,4	3,3	19,1	17,1	-10,5
Liquidité									
. Coefficient de liquidité en BIF(*)	40,4	53,8	33,9	-	-	-	40,4	53,8	33,9
. Coefficient de liquidité en devises (*)	97,1	126,5	30,6	-	-	-	97,1	126,5	30,6
Total crédits/total dépôts (*)	75,1	62,4	-15,7	195,0	205,2	5,2	80,6	69,1	-13,9
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	115,4	118,4	2,6	247,5	220,3	-10,9	133,8	166,1	24,2
Dix gros dépôts/Total dépôts (*)	25,0	31,4	25,6	19,4	15,3	-20,6	24,7	30,7	24,3
Rentabilité et performance									
Résultat avant impôt	8 075,7	4 994,0	-38,2	41,7	-55,3	-232,6	8 117,4	4 938,7	-39,2
Résultat net de l'exercice	6 712,2	3 712,7	-44,7	-51,9	-401,9	674,4	6 660,3	3 310,8	-50,3
Produit Net Bancaire	21 869,3	21 737,3	-0,6	1 681,4	1 755,7	4,4	23 550,7	23 493,0	-0,2
Taux de rendement des fonds propres (**)	4,13	2,64	-36,1	0,18	(0,22)	-11,1	3,72	2,30	-38,2
Taux de rendement des actifs (**)	0,52	0,29	-43,9	0,03	(0,04)	-23,8	0,49	0,27	-45,0
(*) les banques commerciales uniquement									
(**) les moyennes annuelles pour les actifs et fonds propres concernant les banques commerciales uniquement									

ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2012	2013	2014	2015	2016
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en p.c.)	4,4	4,9	4,5	-3,9	0,9
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	18,2	7,9	4,4	5,6	5,5
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	134,7	94,0	131,8	120,1	109,4
Importations, CAF (en millions de dollar)	751,5	811,0	768,7	716,4	734,8
Volume des exportations (en tonnes)	52 300	57 207	79 580	85 499	84 613
Volume des importations (en tonnes)	705 348	809 077	798 246	629 916	880 458
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-255,1	-250,2	-384,5	-371,2	nd
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 442,5	1 555,1	1 546,7	1 571,9	1 654,6
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 546,1	1 542,0	1 553,1	1 617,1	1 688,6
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	312,9	321,2	317,3	136,4	95,4
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	4,0	4,2	4,2	2,3	1,4
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-75 870,1	-176 523,1
Crédit intérieur (en MBIF)	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 410 604,3	1 643 372,6
Créances nettes sur l'Etat	277 057,5	274 749,0	384 697,0	687 259,5	910 311,1
Créances sur l'économie	643 028,6	697 553,3	751 176,8	723 344,8	724 923,0
Masse monétaire (M3)	856 091,2	939 527,9	1 045 336,7	1 060 791,0	1 129 690,2
Masse monétaire (M2)	708 053,0	801 728,3	880 206,6	923 271,7	1 034 732,2
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,8	4,9	5,1	4,8	4,6
Base monétaire (Taux de croissance)	16,1	23,6	15,8	-8,6	29,2
Taux d'intérêt d'apport de liquidité (en p.c.)	-	-	-	3,4	3,1
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	13,8	12,5	8,0	9,8	8,6
Taux d'intérêt moyens créditeurs (fin de période en p.c.)	8,8	9,0	8,8	8,7	7,7
Taux d'intérêt moyens débiteurs (fin de période en p.c.)	15,7	16,2	16,7	16,9	16,5
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	21,0	22,1	19,9	16,5	15,9
Dépenses (en p.c. du PIB)	24,6	25,0	24,0	24,5	22,4
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-0,3	-3,7	-4,9	-7,2	-3,7
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-8,2	-10,1	-9,0	-11,1	9,0
- dons inclus	-3,6	-2,9	-4,1	7,8	6,5
Dettes intérieures (en MBIF)	539 600	597 962	727 264,4	1 069 551,8	1 376 307,8
Dettes extérieures (en MUSUD, en fin de période)	393	413	429,6	420	429,6
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	3,4	3,5	4,1	5,8	6,6
Dettes extérieures (en p.c. du PIB)	17,4	16,1	14,9	15,2	15,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	3 365,8	3 812,5	4 408,4	4 455,5	4 758,6